

La grève à Paris.

Le 3 mai, la section syndicale de Paris convoque non pas les syndiqués dont ses responsables relèvent d'abord, mais le personnel.

Le succès de cette Assemblée fut assuré par le personnel profondément mécontent des décisions de reclassement. Il était possible de trouver dans l'Institut, parmi les organisations syndicales qui avaient pris part à tous les débats, avec la section CGT de Garches, avec notre Fédération, un front commun et fortement uni pour soutenir le personnel des catégories mécontentes et décidées à entreprendre la lutte, puisque leurs Représentants n'avaient pas été écoutés.

Mais les buts de certains dirigeants de la Section de Paris n'étaient pas là. Ils le prouvèrent en faisant adopter certaines revendications par l'Assemblée du 3 mai :

- pas de salaire en dessous de 1 100 F
- 15 points d'augmentation immédiate pour tous le 13ème mois prime d'ancienneté

revendications dites « spontanées » mais qu'on retrouve en fait, noir sur blanc dans le journal politique « Le Serum de vérité » depuis plus d'un an.

Les organisations syndicales mises en accusation publiquement.

Tous les participants à ces événements ont été témoins de la véritable disparition de la section syndicale CGT de Paris dès le 3 mai. Tous ont été témoins que dès le 4 mai au matin, les mots d'ordre, l'orientation de la lutte, les directives sont publiés par le « Serum de vérité », organe de la Cellule de la Ligue Communiste de l'Institut Pasteur.

Le 4 mai, dans la matinée, notre fédération est prévenue des événements. Le secrétaire général du Syndicat se rend dans les meilleurs délais à l'Institut. Non averti des buts d'une assemblée composée d'authentiques grévistes, mais aussi de curieux, mais aussi de gens qui, après avoir voté telle ou telle décision retournent à leur travail (les faits sont prouvés), il se contente de saluer « les Pastoriens en lutte » et de les assurer qu'il sera avec leurs représentants syndicaux dans les débats qui devaient s'ouvrir quelques instants plus tard avec le directeur de l'Institut.

Or, le secrétaire du Syndicat général avait à peine fini de parler que le « délégué syndical CGT » (en principe) prenait la parole pour dénoncer l'intrusion des syndicats dans la lutte des Pastoriens, rappeler que seul le « Comité de Grève » avait l'autorité, et que l'intervention des syndicats ne pouvait se traduire que par des « pourparlers secrets avec la direction » On ne pouvait mieux insinuer QUE LES SYNDICATS ALLAIENT TRAHIR FROIDEMENT LE PERSONNEL EN LUTTE.

Immédiatement après cette intervention, le secrétaire de la Section CGT de Paris prenait la parole pour approuver cette mise en accusation publique.

Dans leur volonté aveugle d'arrêter la production («...le nerf de l'IP, c'est sa production. Bloquer celle-ci, c'est se donner la possibilité de faire aboutir nos revendications ; « Serum de vérité » du 7-71). « Seul l'arrêt de la production, donc de la source des profits fera céder la Direction », « Serum » du 26-10-71; ces politiciens dépassés et qui tentent d'utiliser les syndicats pour appliquer une politique qui désespère de trouver audience, aveuglés de surcroît par leur certitude de voir tous les Pastoriens les suivre, n'hésitaient pas dès le 4 mai à jeter par dessus bord le syndicat qui leur a donné leur mandat et les syndicats en général.

Nous accusons ces éléments d'avoir œuvré sciemment à l'isolement des travailleurs dont le mécontentement réel est à l'origine de la lutte.

Dans leur « Serum de vérité » du 8-5-71 (2ème édition), ils tentent d'établir un bilan et une critique de la lutte des Pastoriens. Le contenu de leurs « directives » publiées jusqu'au 8 mai... passez muscade... oublié. Il n'est plus question d'éliminer les syndicats, au contraire.

Pris à leur propre piège, ils tentent de démontrer que c'est le « Comité de grève » qui « a failli » (et tant pis pour les travailleurs qui firent parti de bonne foi de ce Comité et qui ont suivi les directives de ces gens). Ils n'écrivent pas : « Nous avons écarté, sous accusation de trahison, les syndicats » ils écrivent : « La section syndicale s'est effacée totalement pendant la grève ». Sans vergogne, tels des politiciens chevronnés, ils accusent tout le monde, pêle-mêle « les jaunes de tout poil » qui divisent les grévistes : « La CFTC qui veut pourrir la grève de l'intérieur » ; le syndicat des techniciens qui, après entrevue avec la Direction « se prononce contre la grève » et adopte une « attitude de collaboration de classe » ; les « chefs, la maîtrise » dans leur « rôle de garde-chiourme ».

Les 3, 4 et 5 mai ils rejettent les syndicats. « Seul, écrivent-ils, le comité de grève dirige ». Le 8, ils accusent la Fédération CGT d'avoir poussé (sic) « à la reprise du travail ». L'Union Locale du 15ème arrondissement, pas plus invitée que la Fédération ou le syndicat général à donner son opinion est accusée d'avoir « gardé le silence ».

Le 5 mai, une dizaine de membres du Comité de grève de Paris vont exposer leur point de vue devant les travailleurs de Garches réunis en Assemblée. Le vote de Garches est unanime : contre la grève immédiate. On connaît la suite : les dirigeants de notre section CGT mis à l'affiche, traînés dans la boue non seulement cette fois par un « Serum de vérité » distribué à Garches, mais par un tract émanant de la section syndicale CGT de Paris.

**Syndiqués CGT,
ne pas réagir serait accepter
la destruction à brève échéance
de votre section syndicale**

Par lettre datée du 6 juin, la section syndicale CGT de Paris s'adresse aux syndicats du personnel scientifique, technique et employés, lesquels ont décidé de rompre et de ne plus siéger avec les représentants de la section CGT.

L'énergie de cette lettre contraste avec les silences observés depuis le début du conflit envers des publications qui ne lançaient que suspicion, exclusive, anathème et bordées d'injures contre ces syndicats et leurs mandants, contre Garches et l'Union locale CGT, contre la Fédération et contre la CGT.

Où veulent donc en venir certains dirigeants de la Section CGT de Paris ?

Devant témoins, le secrétaire actuel de la section, auquel des camarades exprimaient leurs craintes de voir la Section affaiblie et finalement détruite par « la faute de certains excès », répondit superbement :

« Je m'en fous totalement, nous monterons la CFDT ». A ceci près qu'il semble bien que la CFDT, après certaines expériences assez sévères, prend actuellement des mesures destinées à éviter à ses syndicats d'être